

2 L'événement

**Journée nationale de la femme, hier
Une marche pour dire non à l'impunité**

Prissilia.M.MOUIY
Libreville/Gabon

Les femmes étaient mobilisées à l'occasion de la Journée nationale de la femme, jumelée à la journée internationale, célébrée hier sur toute l'étendue du territoire. Elles en ont profité pour dénoncer les violences faites aux femmes lors d'une marche citoyenne à Libreville, en présence de la première dame, Sylvia Bongo Ondimba.

SOUS le slogan "Tous unis contre les violences faites aux femmes", les femmes de divers horizons ont battu le bitume hier mercredi 17 avril, à l'occasion de la Journée nationale de la femme, célébrée cette année sous le thème "Stop aux violences faites aux femmes". Lancée la veille par le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, à l'immeuble Arambo, cette commémoration nationale de la femme a connu son point culminant hier avec la grande marche contre les violences faites aux femmes. En tête des marcheuses, la première dame, Sylvia Bongo Ondimba.

Déjà, lors de son allocution circonstancielle, la veille, le Premier ministre avait réitéré l'engagement du gouvernement gabonais d'accompagner les acteurs de la lutte contre les violences faites aux femmes. C'était en présence de plusieurs membres du gouvernement, dont le ministre d'État chargé de la Justice et des Droits humains, Edgard Anicet Mboumbou Miyakou, et sa collègue en charge de la Décennie de la femme, Estelle Ondo, ainsi que les représentants d'organismes internationaux.

L'édition de cette année



Photo : SAFOU

La marche des femmes à l'occasion de la journée nationale de la femme

gales. Nous disons non à l'impunité. Je pense à ces jeunes filles victimes d'abus sexuels au sein de leurs familles ou des établissements scolaires. Je pense à ces femmes battues, humiliées méprisées par leurs compagnons et leurs belle-familles. Il faut que cela cesse», s'est-elle indignée.

APPUI AUX VICTIMES• Les femmes, conscientes de l'urgence d'agir sur le phénomène, ont soutenu leur porte-parole en affirmant haut et fort leur appui pour les victimes qui, dans la plupart des cas, choisissent le silence par honte ou par pudeur. Saluant l'initiative de la première dame (marche citoyenne), elles ont dit vouloir montrer leur force, leur nombre et leur détermination.

«Si, comme un seul homme, nous nous levons contre les violences basées sur notre genre, nous parviendrons à les éradiquer. Nous croisons les doigts pour que le Parlement adopte une loi contre tous types de violences faites sur nous», a souligné Betty Ondo, participante à la marche.

Ce qu'a soutenu Nina Rici Moutendi, une citoyenne interrogée dans la foulée. «Au travail comme dans nos foyers, nous subissons au quotidien des violences qui ne disent pas toujours leurs noms. Nous exigeons de vivre en liberté, sans injures, ni sifflement, sans harcèlement, sans menace, ni persécution. Sans blessures, sans exploitations de nos corps.»

En finir avec l'impunité, c'est en gros l'essentiel du message véhiculé cette année par les femmes, qui ont émis le souhait que la journée d'hier ne soit pas un simple événement, mais qu'elle aboutisse à la fin des violences faites sur leurs mères, sœurs et filles.



Sylvia Bongo Ondimba ovationnée par les femmes à l'issue de la marche.

Photo : F. M. Mombio

aura donc été surtout marquée par la marche citoyenne d'hier conduite par Sylvia Bongo Ondimba. Des centaines de femmes, membres d'associations et Organisations non gouvernementales (Ong), des étudiantes et jeunes filles, ont parcouru des kilomètres, entre le Rond-point

de la Démocratie et l'Assemblée nationale, pour dire stop aux violences faites aux femmes. Non aux violences conjugales et non à l'impunité de leurs agresseurs. Une première au Gabon, cette forte mobilisation avait, entre autres, pour but d'alerter les plus hautes autorités du pays sur l'ampleur

que prennent les violences faites aux femmes au Gabon. Décrites sous plusieurs formes, ces violences peuvent être à la fois morale, verbale ou physique... et s'exercent généralement sur les femmes au foyer, 71% de ces cas étant imputables à la consommation excessive d'alcool par les maris.

Au regard de ces chiffres, c'est donc une partie importante de la population qui est ainsi maltraitée, violente, voire violée. Selon Sylvia Bongo Ondimba, il est donc temps que cela cesse. « Nous marchons pour dire non à la violence faites aux femmes, particulièrement aux violences conju-

Plaidoyer de Sylvia Bongo Ondimba en faveur des droits des femmes

P.M.M
Libreville/Gabon

SUR l'esplanade de l'Assemblée nationale, face aux parlementaires, aux membres de la société civile et aux responsables des confessions religieuses, la première dame du Gabon, Sylvia Bongo Ondimba, a remis hier, de façon solennelle, à Faustin Boukoubi, président de l'Assemblée nationale, le plaidoyer en faveur des droits des femmes et l'enquête nationale sur les Violences basées sur le genre (VBG).

Par ce geste symbolique, elle a voulu faire entendre la voix des femmes mobilisées hier pour la circonstance, mais aussi celle des victimes des violences. Au nom de toutes les femmes, la première dame a plaidé pour une législation spécifique, répressive, concernant les violences faites aux femmes, pour dissuader les auteurs de ces actes. «Il est temps que le Parlement sorte des infractions générales en mettant en place une législation spécifique, répressive, avec des circonstances aggravantes concernant les



Photo : Sylvain Maganga

Remise du manifeste par la première dame au président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi.

violences faites aux femmes, pour dissuader les auteurs de ces barbaries. Il est temps que le peuple gabonais revienne aux valeurs fondamentales, au respect de la vie, de l'intégrité

corporelle. C'est pourquoi, nous vous remettons en ce jour, le plaidoyer en faveur des droits des femmes », a précisé Sylvia Bongo Ondimba.

Estimant que le phénomène des violences faites aux femmes semble prendre de l'ampleur dans notre pays, la première dame a saisi l'occasion pour alerter le Parlement sur ce phénomène. Et selon des données statistiques, 58,5% des femmes subissent des violences physiques au Gabon. Le Parlement étant l'interface entre la population et les gouvernants, il incombe aux parlementaires, dans leur position de législateurs, d'agir en adoptant des textes en faveur des femmes violentées.

Réagissant à ce plaidoyer des femmes, le président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi, a dit partager leur cause, tout en les rassurant de s'engager à mettre fin aux violences dont elles sont victimes.

« Nous apprécions, à sa juste valeur, l'importance de ce plaidoyer. Les parlementaires ne sauraient demeurer insensibles à ces justes causes. Face aux violences, notre solidarité doit être sans faille. Nous nous engageons nous, pour notre part, à collaborer pleinement avec le Gouvernement, la société civile et la communauté internationale, en vue de bannir les violences de quelque nature que ce soit, faites aux femmes », a-t-il fait savoir.